



**Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la
Transition écologique et solidaire**

Paris, le lundi 22 janvier 2018

Discours

Discours des vœux

Seul le prononcé fait foi

Mesdames et messieurs,

Je suis ravi de vous accueillir à l'Hôtel de Roquelaure aujourd'hui.

Je vous remercie pour les vœux que vous m'avez adressés, et vous souhaite, à mon tour, une très belle année 2018.

C'est une année qui s'annonce riche, dense, tout autant que 2017. Dans quelques mois, cela fera un an que je serai entré dans ces fonctions. En juillet de cette année nous ferons un bilan du plan climat, un an après son lancement, car je ne m'accorderai aucun répit dans la lutte contre le changement climatique et l'érosion de la biodiversité.

Je n'aurais donc plus vraiment le temps, et vous m'en voyez ravi, de m'occuper de mon vivarium.

Car certains d'entre vous, je vous le dis avec humour, ont pensé longtemps – et l'on même écrit, dit, commenté – que ma grande passion, c'était l'élevage des serpents.

C'est bien mal me connaître. Vous connaissez mon attachement au bien-être animal, et faire de moi un avaleur de couleuvres c'était donc bien méconnaître mon engagement pour la biodiversité et le bien-être animal.

Après deux ans de stabilité, les émissions mondiales de CO2 repartent à la hausse. C'est aussi le cas en France, pour 2015 et 2016, et cela ne nous laisse aucun répit. [*vous trouverez des éléments précis sur ce sujet dans votre dossier de presse*]

L'organisation mondiale de la météo vient de confirmer que 2017 fut la 3^{ème} année la plus chaude jamais enregistrée en dehors du phénomène El Nino.

Cela ne fait que matérialiser le cri d'alarme que 15 000 scientifiques ont lancé sur l'état de la planète dans une tribune publiée en novembre dernier.

Malgré nos efforts, malgré la mobilisation de notre diplomatie et les résultats obtenus lors du *One Planet Summit*, nous marchons toujours vers l'irréversible.

Mais vous me connaissez, vous savez mon inquiétude, mais je refuse de m'inscrire dans un courant fataliste qui croirait déjà que tout est perdu, qu'il ne sert à rien de continuer le combat.

Car je suis là pour faire, pour matérialiser une transformation, une modernisation profonde de notre pays face à des crises à dimension universelle.

Vous l'avez vu en 2017, sur l'ensemble de nos sujets, qu'il s'agisse de l'agriculture et de l'alimentation, de l'énergie, de la santé et de l'environnement, j'ai voulu une méthode : la pédagogie plutôt que la démagogie.

Nous devons être lucides face à la brutalité des crises environnementales et de leurs manifestations.

Je pense en particulier à la douleur provoquée sur notre territoire par les cyclones Irma et Maria, mais aussi à la souffrance continue de ceux qui sont jetés sur les routes de la migration par les sécheresses en Afrique.

Mais on ne peut pas ajouter à la brutalité des crises une transition brutale, car c'est une recette pour échouer. Et échouer, je ne m'y résoudrai jamais.

Car si certains ont encore des états d'âmes sur l'existence de la crise climatique, ou regardent de haut la sixième extinction massive de la biodiversité, notre pays continuera d'opposer à l'obscurantisme une résolution douce, tranquille mais déterminée que nous devons mener une transformation profonde de notre société.

Cette transformation de la société, les français l'attendent, ils y aspirent, parfois avec un temps d'avance d'ailleurs sur le monde politique.

Mon ambition n'a pas changé d'un pouce depuis ma prise de fonction, et j'ai construit une méthode qui doit permettre le dialogue, l'écoute, puis la décision, car c'est la clé d'une transition apaisée.

Une transition qui vise à faire entrer l'écologie dans la modernité, mais aussi la modernité dans l'écologie. Car l'écologie doit assumer son statut, celui de force qui va transformer nos sociétés pour leur éviter de basculer dans l'irréversible. Pour assumer ce rôle, cette responsabilité qui peut parfois être écrasante, il faut que l'écologie entre dans l'âge de raison qu'elle fasse évoluer ses méthodes pour permettre cette réconciliation des enjeux de court terme et de long terme, cette solidarité entre les générations, entre les sociétés et avec le vivant.

Pour réussir, pour ramener l'économie, les enjeux sociaux dans le giron de l'écologie, il n'y a qu'une méthode, celle du dialogue, de l'écoute. Prendre son temps alors que le temps presse. C'est un défi, sans doute aussi pour moi une injonction contradictoire car j'ai tout autant que vous conscience de l'urgence. Mais c'est bien parce que nous ne pouvons pas échouer que nous devons nous imposer cette discipline, ce dialogue permanent, cet écoute d'une société qui a soif de changement.

On le voit bien sur la mobilité, sur l'alimentation, sur la santé et l'environnement, qu'il s'agisse des pollutions chimiques ou atmosphériques, sur l'obsolescence programmée, les français font preuve d'une grande disponibilité, d'une envie d'agir qui n'a jamais été aussi forte.

Ma feuille de route, pour 2018, c'est celle des français.

Cette feuille de route nous la construisons avec cette belle équipe, ce pôle ministériel qui n'a jamais été aussi riche, mais aussi avec tous les agents de ce ministère qui sont les porteurs d'un service public de la planète. Avec Elisabeth Borne aux transports, avec mes deux secrétaires d'Etat, Brune Poirson et Sébastien Lecornu, nous sommes en train de poser les bases d'une nouvelle société, d'un nouveau modèle de développement.

Mesdames Messieurs,

Cette méthode elle fonctionne. Et je prendrai deux exemples cette semaine, mais qui représentent bien notre capacité à mettre la société en mouvement, à créer des dynamiques irréversibles.

La première, c'est l'annonce faite par Peugeot Citroën jeudi dernier qu'en 2025, tous les modèles de voitures seront proposés en version électrique. C'est une transformation majeure pour ce groupe industriel qui ouvre la voie vers des transports sans émissions.

La seconde, c'est l'annonce faite un peu plus tôt la semaine dernière, par le principal syndicat agricole français, de présenter lors du salon de l'agriculture, les alternatives au glyphosate. Cela peut sembler peu, mais c'est en réalité beaucoup. Ça témoigne en tout cas de la disponibilité de toute la société française pour embarquer dans ce long trajet de la transition écologique et solidaire.

Face à la résignation de certains, à leur renonciation, je veux porter un message d'espoir, je veux transmettre mon optimisme. Les idées fourmillent, les citoyens, les entreprises, la société civile, les territoires, les élus se mobilisent. Ensemble, nous allons construire cette République des Communs, cette république qui préserver les biens communs que nous avons en partage et que nous devons transmettre aux générations suivantes : je pense à l'eau, à la biodiversité, à nos sols par exemple

Vous le savez, très vite, j'ai posé une ambition : mettre la transition écologique au cœur de l'ensemble de nos politiques : nos politiques économiques, nos politiques de santé, la solidarité de la nation avec tous ceux qui sont les victimes du changement climatique.

C'est ce que nous faisons avec Bruno Lemaire, Nicole Belloubet et Muriel Pénicaud sur l'objet social de l'entreprise, avec Gerald Darmanin sur l'évolution du prix du carbone et le paquet de solidarité climatique.

C'est aussi les grands chantiers que nous avons lancés avec Agnès Buzyn sur la santé et l'environnement, avec Jacques Mézard sur la rénovation des bâtiments, avec Stéphane Travert dans la mise en œuvre des conclusions des États Généraux de l'Alimentation, sur la sortie des pesticides, ou encore le soutien à l'agriculture biologique.

Je vous le disais en introduction, nous allons poursuivre en 2018 la mise en œuvre de notre plan climat, et nous organiserons, autour du 7 juillet, un premier point d'étape collectif, avec tous ceux qui sont concernés, les ONG, les entreprises qui ont pris des engagements lors du sommet du 12 décembre, pour se dire très franchement où nous en sommes.

Nous avons posé une vision ambitieuse, et ce plan engage la France dans une perspective durable et solidaire.

Cette vision, elle doit désormais se matérialiser et les français doivent en voir les traductions concrètes : cela a commencé, avec la prime à la conversion pour une aide de 1000 euros à 2000 euros – pour les plus modestes – pour échanger un véhicule polluant contre un modèle plus récent. C'est une première étape vers la fin des véhicules émettant des gaz à effet de serre.

En 2018, l'un des grands sujets – je ne vous apprend rien – sera la **PPE**, et le nouveau cadre que nous allons fixer sur l'énergie, pour enfin concrétiser l'engagement de ramener à 50% la part du nucléaire dans le mix énergétique, et accélérer sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Car **sur le nucléaire, nous allons enfin avancer**, en fixant cette fois-ci de manière réaliste la date du passage au 50% de nucléaire dans notre consommation d'électricité et en précisant comment nous y arriverons, en maîtrisant notre consommation d'énergie, en accélérant le développement des ENR et en organisant la réduction l'évolution du parc nucléaire pour atteindre les 50% et en précisant la méthode, les critères selon lesquels nous accompagnerons la réduction du parc nucléaire

Comme sur beaucoup de dossier, ce qui m'intéresse c'est de construire une dynamique irréversible, **de sortir des ambiguïtés**. C'est un exemple de ce que je disais en introduction en affirmant vouloir faire entrer l'économie et l'écologie dans la modernité.

Car les territoires, les entreprises, les salariés doivent réussir cette transition. C'est ce que nous ferons avec **les contrats de transition écologique**, en particulier pour les sites concernés par l'engagement d'arrêter la production d'électricité à base de charbon d'ici 2022, ou le dialogue entamé par Sébastien Lecornu sur les modalités de la fermeture de Fessenheim.

En 2018, nous allons aussi poursuivre nos efforts de désintoxication des énergies fossiles, confirmant l'élan donné par la loi, que nous avons réussi à faire voter en 6 mois en 2017, sur la fin de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures en France.

Nous sommes, depuis le 31 décembre, le premier pays au monde, avec le Costa Rica, à **interdire l'attribution de nouveaux permis de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures** sur notre territoire.

Mais ce n'est pas tout. Parce que **la fin du fossile doit rimer avec le déploiement des énergies renouvelable**.

De l'espoir, j'en ai. En effet, pour la première fois, **en 2017, il y a eu plus de moyens de production d'énergie solaire installée que de charbon sur la planète**. Le virage est amorcé, nous pouvons nous en réjouir.

En France, la loi fixe un objectif de 32 % dans notre consommation globale en 2030, contre un peu plus de 16 % aujourd'hui. J'ai moi-même annoncé une forte augmentation des appels d'offres pour le photovoltaïque. Nous avons également décidé d'agir vite en simplifiant les procédures et en facilitant le dialogue autour des projets d'installation d'énergies renouvelables.

Car c'est un problème en France : quand en Allemagne, par exemple seuls 3 ans suffisent pour construire des projets d'éoliennes, 7 à 8 années sont nécessaires chez nous. Nous agissons donc sur ce dossier essentiel pour faciliter le déploiement de toutes les filières sur le territoire national. De premières annonces sont déjà été faites notamment sur l'éolien en mer, dans la loi sur la société de confiance, sur l'éolien terrestre en conclusion du groupe de travail animé par Sébastien Lecornu ; elles seront complétées dans les semaines qui viennent, par des mesures concernant la méthanisation et le PV à l'issue de deux autres groupes de travail fin février : l'ensemble constituera un **plan de libération des ENR** qui sera finalisé début mars et intégrer à la PPE.

Un autre combat engagé en 2017 et sur lequel nous nous sommes beaucoup penchés – et vous aussi en conséquence, c'est la **question santé-environnement**. Aujourd'hui, et en partie grâce à ce travail, nous sommes en train de changer d'échelle, et **tout le monde a inscrit dans son logiciel qu'il faut penser à s'affranchir de l'ensemble de ces molécules** dont les conséquences environnementales et sanitaires sont potentiellement explosives.

La France a joué un rôle majeur pour éviter que nous ne renouvelions pour 10 ans de plus le **glyphosate**. Et 5 ans, c'est déjà trop.

C'est pourquoi, nous allons travailler pendant trois ans pour faire émerger les alternatives et sortir définitivement de l'ère de cette substance qualifiée de « cancérogène probable » par le Centre International de recherche sur le Cancer, qui dépend de l'OMS.

Le plan pour une réduction des pesticides que le gouvernement a présenté vendredi dernier constitue le cœur de ce travail, qui ne vise pas seulement à réduire et supprimer l'usage des molécules les plus problématiques, mais bien à changer de logique dans l'utilisation des pesticides, qui ne peuvent plus être au cœur de notre modèle agricole.

Là aussi, c'est un défi. **Je comprends l'inquiétude des agriculteurs et leur volonté d'accompagnement pour travailler sur des alternatives**. Mais nous allons dans le bon sens : celui d'un progrès sociétal et environnemental.

Notre modèle agricole ne produit ni qualité pour l'alimentation des français, ni sécurité économique et psychologiques pour les agriculteurs.

C'est tout l'objet des **Etats généraux de l'alimentation**, qui visent à permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail, et que nous allons prolonger tout au long de l'année à travers le vote d'une loi, mais aussi d'une série d'initiatives positives sur le soutien aux PME qui développent le bio-contrôle, ou des mécanismes innovants pour accompagner le développement de l'agriculture biologique.

Nous avons là une belle illustration de l'aspiration de nos concitoyens à changer de modèle alimentaire. C'est pour cela que j'ai suggéré, en échos aux résultats de la consultation du public lors des EGA, **de proposer un repas hebdomadaire végétarien dans les cantines et l'inclusion dans la loi d'un objectif de 50% de produits bio, de qualité ou locaux dans la restauration collective**.

Car c'est aussi ça être solidaire, utiliser la restauration collective pour offrir à tous nos enfants, mais aussi aux séniors dans les maisons de retraite, aux patients des hôpitaux, aux salariés qui déjeunent dans les restaurants d'entreprises, une alimentation plus saine, mais aussi plus proche d'eux, loin des scandales sanitaires.

Ces choix participent à l'évolution des mentalités, et sont nécessaire pour réussir à voir plus grand. Ainsi, dans la continuité de ces orientations, nous allons cette année réfléchir à **la condition animale**. « *On reconnaît le degré de civilisation d'un peuple à la manière dont il traite ses animaux* », disait Gandhi. L'homme ne peut se concevoir sans coexistence durable avec les animaux et la partie consciente du vivant.

A l'image du glyphosate, **bien des sujets que nous abordons sont en proie à des tensions** où s'affrontent plusieurs camps, pourtant parfois autour d'une même volonté : tout le monde – ou presque - dira que nous devons lutter contre le réchauffement climatique, ou préserver la biodiversité. C'est ensuite à nous d'agir, toujours après avoir écouté.

Dans le cas du **plan loup**, par exemple, au-delà de la concertation qui est menée auprès de toutes les parties prenantes, nous appelons les citoyens à donner leur avis, jusqu'au 29 janvier pour conjuguer la protection de l'espèce et les activités d'élevage et de pastoralisme.

Mesdames et Messieurs,

Vous le savez, le Président de la République aussi apparemment, je suis un inquiet. Alors je ne vous dirai pas que tout va bien.

Je voulais vous dire que je revendique ce que j'ai fait en 2017, je l'assume et j'en suis fier. Mais dans le même temps insatisfait de tout ce qui nous reste à accomplir. C'est pour cette raison que **nous poursuivrons l'intensité des réformes en 2018** pour que la France poursuive sa transformation profonde pour répondre au défi de la transition écologique et solidaire.

Tout d'abord, afin d'inscrire nos actions en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans un projet d'ensemble, nous allons mettre en place un **Accélérateur de la transition écologique (l'Acte)** pour définir et mettre en œuvre des actions concrètes, ambitieuses, concertées, qui concilient effectivité de la transition et développement économique durable.

En gros, on va mettre le paquet, pour que l'économie, l'emploi bénéficie à plein de la transition énergétique. C'est un effort sans précédent de modernisation de l'économie française, de la formation aux nouveaux métiers que nous allons progressivement mettre en place. Cet accélérateur, il sera constitué de plusieurs « briques », certaines que je viens déjà d'évoquer sur les ENR, d'autres qui sont en cours d'élaboration ou de concertation sur la mobilité durable, l'efficacité thermique des bâtiments, le développement de l'économie circulaire, l'innovation (avec un plan hydrogène, par exemple), le financement et la fiscalité de la transition écologique, les conséquences à en tirer en matière de formation et de compétences....

Tout cela va nourrir la préparation et la concertation sur la PPE mais aussi la **stratégie nationale bas-carbone** qui doit être révisée d'ici à la fin de l'année, en y intégrant l'engagement nouveau pris dans le plan climat : la neutralité carbone, c'est-à-dire atteindre zéro émissions aux alentours de 2050.

En complément de ces problématiques « climat » et dans le prolongement des Assises de la Mobilité, nous devons également nous atteler à **trouver des solutions pour accélérer la transformation des transports et de la mobilité pour aller partout vers le « zéro émissions »**. Il faut des mesures fortes car on ne peut se satisfaire d'avoir des centres villes, ou des vallées de montagne qui dépassent encore régulièrement les seuils de pollutions. C'est un enjeu de santé publique. Au-delà du cadre national, nous appelons aussi à fixer des objectifs ambitieux dans le cadre de la future réglementation européenne sur les émissions des véhicules.

Et puis, l'ambition que nous portons avec Elisabeth Borne, c'est de nous concentrer sur la mobilité du quotidien, de simplifier les déplacements de tous les jours pour les français. C'était tout l'objet **des assises de la mobilité** qui donneront lieu prochainement à une loi d'orientation.

Autre volet de l'Accélérateur de la transition écologique : la rénovation thermique des bâtiments. Nous adopterons avant la fin du premier trimestre 2018 le plan rénovation énergétique, qui a une forte dimension solidaire.

Aujourd'hui, 7 millions de logements sont très mal isolés, et près de 4 millions de passoires thermiques sont occupées par des ménages en situation de précarité énergétique. Mais il vise aussi à rendre plus efficace l'ensemble de notre dispositif de soutien à la rénovation thermique et à le rendre opérationnel aussi pour les bâtiments publics. Ce plan fait l'objet actuellement d'une démarche de concertation qui est très dynamique.

Face au pillage des écosystèmes et à la raréfaction des matières premières, l'économie circulaire engage un cercle vertueux, vecteur d'utilisation raisonnée des ressources et de création d'emplois. **Brune Poirson** pilote depuis quelques mois l'élaboration de **la feuille de route sur l'économie circulaire**, qui intégrera plusieurs objectifs phares dont celui d'un recyclage total du plastique, la réduction de moitié des déchets dans les décharges, ou bien la lutte contre l'obsolescence programmée, qui défraie régulièrement la chronique, et qui est une double arnaque : pour les consommateurs et pour la planète.

Cette feuille de route sera mise en concertation dans les prochaines semaines pour être finalisée en mars.

Dans un monde structuré par la concurrence, où la compétition prime toujours sur l'entente, il faut remettre au cœur de notre projet économique la solidarité et le respect des biens communs pour sortir du carrefour de crise dans lequel nous nous trouvons. **Avec Christophe Itier, nous présenterons le pacte de croissance de l'économie sociale et solidaire** à la fin du mois de mars.

En France, presque 1 salarié sur 2 n'est pas heureux quand ils vont travailler. Et la proportion est strictement inverse dans le monde de l'économie sociale et solidaire, parce que cette économie elle donne un sens à leur activité professionnelle. **C'est bien pour réconcilier** la performance économique et la recherche de l'intérêt général que nous avons lancé une réflexion pour faire évoluer **l'objet social de l'entreprise** qui donnera lieu à un projet de loi au printemps de cette année. Nous étudions comment faire évoluer la loi pour inclure des dimensions sociales et environnementales au projet d'entreprise. Aujourd'hui, l'Etat n'a plus le monopole de l'intérêt général, et chacun doit agir pour le compte du bien commun.

En 2017, notre pays a dû faire face aux premières conséquences du changement climatique, avec la sécheresse, un niveau historiquement bas des nappes phréatiques, mais aussi avec les cyclones qui ont dévasté l'arc Caraïbes. Mon devoir de ministre, c'est de protéger les français face aux catastrophes naturelles avec **un deuxième plan national d'adaptation au changement climatique qui est en cours de concertation et sera bientôt adopté**, avec une implication accrue des territoires et des secteurs économiques.

C'est aussi pour faire face au défi climatique que nous allons lancer, à la demande du Président de la République, **des assises de l'eau**, en deux séquences complémentaires au premier et au second trimestre 2018. Car l'eau est un bien commun, que nous devons préserver. Elle est indispensable à la vie, à l'agriculture, à notre économie, à la biodiversité. Alors que la ressource se raréfie, nous devons repenser l'organisation de la gestion l'eau, pour la rendre plus efficace, l'adapter à ce nouveau défi.

Au-delà de l'échelle territoriale, et parce que le réchauffement climatique n'a pas de frontières, nous travaillons avec nos partenaires **européens** en vue de renforcer l'existant et de promouvoir des politiques ambitieuses en matière énergétiques et environnementales. Ainsi, nous allons continuer à travailler avec nos partenaires pour avancer sur **un prix plancher du carbone** dans le secteur de l'électricité. Nous œuvrerons également pour le relèvement de l'engagement européen de réduction des émissions de gaz à effet de serre à horizon 2030.

C'est pour relever notre niveau d'ambition que nous préparons donc déjà la **COP 24**, qui aura lieu à Varsovie, pour poursuivre les avancées de l'Accord de Paris, et faire en sorte qu'il se traduise par des engagements et des actions concrètes.

Pour construire cette république des communs qui émerge, je veux engager la France dans **un nouvel élan pour la biodiversité**. Cet enjeu est majeur, il est complexe, il n'est pas toujours simple à expliquer, mais notre vie en dépend tout autant que des paramètres climatiques.

L'état de la biodiversité qu'elle soit sauvage ou domestique, est si préoccupant, nous sommes si proche de l'effondrement de nombreux écosystèmes qu'en l'espace de quelques décennies le visage de notre planète pourrait être modifié en profondeur. Sur ce sujet, **je porte une triple ambition** :

Une ambition au sein même de ce ministère pour que nous accordions une égale attention entre les sujets climatiques et la préservation de la biodiversité.

Une ambition pour notre pays et ses parties prenantes. Avec la COP21 les élus, les entreprises, les territoires ont pleinement intégré l'enjeu climatique, le développement des énergies renouvelables. Je vais m'attacher à convaincre ces acteurs que la protection de la biodiversité, indissociable de la lutte contre le réchauffement climatique, est aussi une formidable opportunité de développement économique et de retisser, partout dans notre pays, du lien entre les différentes composantes du vivant, mais aussi entre le monde rural et le monde urbain.

Une ambition diplomatique, avec Jean Yves Le Drian, pour faire de la biodiversité la priorité du G7 environnement en 2019 mais aussi renforcer la gouvernance et la protection des océans. À ce titre je vais me mobiliser pleinement pour créer des aires marines protégées, y compris en haute mer, et je pense en particulier à l'Antarctique et à l'arctique où la soif d'énergies fossiles semble parfois refaire surface.

Nous avons 3 ans, d'ici 2020, pour inverser la tendance, et stopper cette sixième extinction des espèces que nos modes de vie provoquent.

En 2020, la France accueillera une grande conférence sur la biodiversité, pour participer à cette dynamique. Je veux y associer les territoires, les entreprises, les citoyens, pour protéger toute la biodiversité, ordinaire ou extraordinaire, pour retisser ce lien avec la nature.

Ce lien avec la nature, il est cultivé depuis longtemps par ce qu'on appelle **les peuples premiers**, ou autochtones. Ceux qui partout, sur la planète, cultivent une conscience aigüe du fait que nous appartenons au vivant, que l'humanité ne peut s'extraire indéfiniment de la nature.

C'est pour cela que j'ai proposé à Emmanuel Macron, qui l'a officialisé lors de ses vœux au corps diplomatique, d'organiser, début 2019, avec l'UNESCO, qui cultive ce patrimoine culturel et spirituel de l'humanité, un **sommet des peuples premiers**. Ce sommet, il doit nous accompagner pour prendre en compte la dimension éthique, mais aussi presque spirituelle de la transition écologique que nous devons mettre en place.

Et mettre en place cette république des communs, c'est aussi assumer, reconnaître ce que nous devons à ces peuples, à leurs savoirs, à leurs connaissances qui sont tellement précieuses à l'humanité et à la planète.

Audrey Azoulay a accepté avec beaucoup de bonheur de travailler avec moi à ce projet, qui figurera au premier plan de mes priorités pour cette année.

Enfin pour construire cette république des communs, nous allons continuer à **adapter notre droit, nos institutions au temps long**

Je ne fais pas (encore) parti de ceux qui pourraient vous faire l'article sur la fonction de ministre, à dire que tout va bien. Car ces 8 mois passés ici confirment pour moi la vulnérabilité de notre système politique, souvent encore trop hermétique à la société et aux citoyens, mais aussi prisonnier de l'immédiat.

Je suis convaincu, notamment après la loi hydrocarbures et pour doter le politique de jumelles en plus de son microscope, qu'un travail autour du droit et des institutions doit se faire. C'est pour cela que je participerai activement à l'évolution de nos institutions, en particulier pour avancer sur la transformation du CESE en chambre du futur.

Car une démocratie qui va loin, c'est une démocratie éclairée, qui évite par exemple le piège des blocages comme celui dont nous sommes sortis à Notre Dame des Landes.

Car sur ce dossier, il n'y a pas de gagnant, mais une grande leçon à tirer. Celle de ne plus insulter l'avenir en oubliant de consulter les citoyens avant même que la décision ne soit prise, comme c'est bien trop souvent le cas quand on parle de projets d'aménagement du territoire dans notre pays.

Je vous remercie d'être venus ici, et je vous souhaite, à nouveau, à toutes et tous, une excellente année 2018.

Retrouvez en ligne :

[Le dossier de presse du Plan climat \(janvier 2018\)](#)

[La feuille de route – premier semestre 2018](#)

[La fiche sur l'Accélérateur de transition écologique \(AcTE\)](#)

[Le communiqué « Suivi de la Stratégie nationale bas-carbone : publication des indicateurs »](#)

[La fiche sur la Feuille de route économie circulaire](#)

[Le communiqué « Lancement de la concertation sur les propositions de plans d'actions sur les produits phytopharmaceutiques et une agriculture moins dépendante aux pesticides »](#)

[Le dossier de presse « Plan de libération des énergies renouvelables – Conclusions du groupe de travail éolien »](#)

[Le communiqué et le dossier de presse « Lancement de l'initiative "French IMPACT" et de l'Accélérateur national d'innovation sociale »](#)

[Le discours des vœux de Nicolas Hulot](#)

Contact presse : 01 40 81 78 31
www.ecologique-solidaire.gouv.fr
[@Min_Ecologie](https://twitter.com/Min_Ecologie)